

La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES
ET COLLÉGIAUX

Inscrivez-vous à notre
programme de stages d'été

«J'ai PERCÉ
grâce à mon emploi d'été»
www.percepe.ca

Date limite : le 31 mars 2017

Emplois et carrières à vendre

Le mois de mars est le mois des salons des carrières. En plus des événements mis sur pied par des organismes et institutions comme l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Association de l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard, l'agence provinciale Î.-P.-É. au travail a tenu durant ce mois printanier quatre événements, soit un dans chaque grande région de l'Île.

Celui de Summerside, le lundi 13 mars, a réuni plus de 40 employeurs, qui recherchaient des employés en vue de la saison estivale. D'autres ont profité de ces quelques heures pour faire du réseautage et pour se faire connaître.

À la boulangerie Snair's, de Borden-Carleton, le niveau de production augmente toujours lorsque la belle saison est là. «À ce temps-ci de l'année nous avons environ 30 employés. Nous en aurons besoin de cinq à huit de plus pour répondre à la demande, durant l'été», a expliqué Darren Poirier, directeur des opérations à la boulangerie commerciale de Borden-Carleton.

La boulangerie Snair's Golden

Grain Bakery s'est établie à Borden-Carleton en 2005, après plus de 60 ans en Nouvelle-Écosse. En 2015, la compagnie a été acquise par une autre boulangerie, Mrs Dunster's du Sussex au Nouveau-Brunswick, qui se spécialise surtout dans les produits de type beignets.

«La compagnie est un très bon employeur et les employés sont très bien traités. Évidemment, dans une boulangerie, les quarts de travail dépendent du type de production. Les employés doivent être flexibles et pouvoir rentrer à 19 h ou encore à 4 heures du matin, selon les quantités et le type de produit en demande», a insisté Doug Gallant, gérant de l'usine à Borden-Carleton.

En pleine ville de Summerside, juste à côté de l'école Three Oaks, se trouve une entreprise relativement peu connue, sauf si on a un jour besoin d'une structure de métal : Livingston Steel, une entreprise familiale, qui a un pied-à-terre non seulement à Summerside, mais aussi à Charlottetown.

«Bien que nous n'ayons pas de postes précis à afficher, nous sommes toujours à la recherche de nouveaux employés bien formés, qui peuvent à la fois suivre les plans d'assemblage et souder les morceaux ensemble. Ça semble évident, mais dans certaines compagnies, l'assemblage est fait par des assembleurs et le soudage, par des soudeurs. Chez nous, nous préférons la polyvalence», a expliqué Nick Reddin, gestionnaire de projet pour la compagnie, au salon de l'emploi de Summerside. L'entreprise est aussi toujours à la recherche de techniciens et de personnel diplômés en dessin industriel et en des domaines connexes.

«Nous avons des contrats partout en Atlantique et au-delà, jusque dans le nord-est des États-Unis. Selon ce que nous observons, la sai-



Doug Gallant (à gauche) et **Darren Poirier** (à droite) travaillent à la boulangerie Snair's de Borden-Carleton. **Emily Hamm**, au centre, est la responsable des ressources humaines à Sussex au Nouveau-Brunswick.



Nick Reddin, de Livingston Steel de Summerside.

son de construction sera très bonne en 2017 et nous ne voulons pas manquer de personnel», a insisté le jeune homme.

Trouver des employés lorsqu'on en a besoin peut s'avérer difficile dans certains domaines. Mais il

existe des mécanismes qui aident à mettre en contact les employeurs et les chercheurs d'emplois. C'est le mandat de Jopop.ca, un site Web de recherche d'emplois qui a été lancé par Kelli Skinner de Stratford en 2016.

«Lorsque je me suis mise à rechercher un emploi, j'ai trouvé que l'information disponible était mal organisée. Alors j'ai créé ce site. Les employeurs paient un certain montant pour afficher leurs offres d'emplois et d'un autre côté, les chercheurs d'emplois s'inscrivent gratuitement, remplissent un profil et reçoivent des notifications lorsque des emplois correspondant à leur profil sont affichés. Mon site n'est pas encore très connu, mais il se développe lentement», assure Kelli Skinner, qui offre l'affichage gratuit aux employeurs jusqu'au 31 mars. Jopop.ca est un des 14 sites de recherches d'emplois accessibles à l'Île-du-Prince-Édouard.



Kelli Skinner

de Stratford a lancé son site de recherche d'emplois en 2016.

Parcours d'un immigrant

Alain Rémond choisit l'Î.-P.-É.

En septembre 2016, Alain Rémond s'est établi sur une ferme laitière de Kensington, avec sa famille. Pour le «clan» Rémond, ce déménagement n'était guère le premier. Alain Rémond, natif de France, de la Bretagne plus précisément, est arrivé au Canada avec très peu d'argent dans son baluchon, à l'âge de 18 ans, en 1983. Il a vécu au Québec, en Ontario, au Manitoba et maintenant, à l'Île-du-Prince-Édouard.

«Je suis arrivé en 1983. Mon père était marin dans sa jeunesse et après, il a vécu de l'agriculture. J'ai grandi sur une ferme familiale, mais j'ai toujours été attiré par les histoires de voyage de mon père».

L'année de ses 18 ans, Alain est sorti de l'école en juin et quelques semaines plus tard, il travaillait sur une ferme laitière au Québec.

Un an plus tard, il était en Ontario, à Saint-Isidore, pour ceux qui connaissent l'Ontario francophone. Marié en janvier 1986 avec Janna, c'est aussi durant cette année-là que le couple a acheté une première ferme.

«Il n'y avait que les bâtisses. Pas de quota, pas d'animaux. On a décidé d'élever des cochons. Parallèlement, en 1985, mes parents sont venus vivre au Canada et ils avaient acheté une petite ferme non loin de la nôtre. En 1998, nous avons vendu notre ferme et racheté celle de mes parents, pour diminuer la dette de la famille et pour que mes parents puissent retourner en France. Dans ce temps-là,

en Ontario, les quotas de lait coûtaient excessivement cher, alors qu'au Manitoba, c'était beaucoup plus abordable. Nous avons donc décidé de vendre notre affaire en Ontario et d'acheter ce que nous pourrions nous permettre au Manitoba. Ma femme vient du Manitoba, et nous avons quatre enfants. Nous avons trouvé une ferme dans une communauté mennonite «moderne». Les bâtiments étaient très vieux et il y avait des roches dans les champs, mais nous avons fait avec».

Alain Rémond s'est fait beaucoup d'amis, partout où il a vécu. «Je parle régulièrement avec des amis de l'Ontario. Lorsque nous avons vécu dans une communauté mennonite, nous avons suivi la routine religieuse avec respect et intérêt. Je n'étais pas obligé, et personne dans la communauté ne nous y obligeait, mais ça s'est fait naturellement. Je vivais chez eux donc je vivais comme eux. Cela ne correspondait pas à mes croyances, mais j'ai beaucoup appris sur la culture mennonite».

De 2000 à 2010, Alain Rémond a fait prospérer sa ferme qui a doublé de volume. Le père de famille a commencé à tester l'intérêt de ses quatre enfants à reprendre la ferme. Trois n'étaient pas du tout intéressés. Dianna par contre, se voyait très bien vivre sur une ferme, mais pas avant d'avoir vécu



Alain Rémond

est natif de France. Arrivé au Canada en 1983, il a vécu au Québec, en Ontario et au Manitoba, avant de choisir l'Île.

un peu, et fait autre chose.

Alain Rémond a donc décidé de vendre sa ferme laitière, pour acheter une ferme de poulets. Dianna, qui travaillait dans un restaurant en Colombie-Britannique, a convaincu son père d'acheter le restaurant qui était à vendre afin qu'elle puisse le gérer, ce qu'elle a fait jusqu'au printemps 2016.

À partir de 2013, Alain Rémond, en même temps qu'il s'occupait de sa ferme de poulets, a commencé à regarder du côté de l'Île-du-Prince-Édouard. On lui disait que ça ressemblait à sa Bretagne natale, et que la vie y était bonne. Il est donc venu au moins une fois par année, jusqu'en 2016, pour visiter des fermes.

Il aimait ce qu'il voyait de l'Île-du-Prince-Édouard, mais la famille ne pouvait pas déménager avant d'avoir tout vendu, ferme, maison et restaurant, ce qui s'est produit au printemps 2016.

«Cette ferme-ci, j'ai rencontré le propriétaire le 31 août et j'ai acheté le 1^{er} septembre. Dès que je l'ai visitée, j'ai su que je voulais vivre ici. Je me suis très bien entendu avec le propriétaire, qui voulait trouver quelqu'un qui prendrait bien soin de sa ferme. Il habite tout près. Il vient prendre un café chaque semaine», raconte Alain Rémond.

La ferme comprend 60 vaches en lactation, plus les génisses et les veaux, et 330 acres de terre. Les Rémond ont acheté la maison de la ferme, ainsi qu'une maison voisine, où vivent leur fille Dianna, son conjoint Robert (natif de Bathurst N.-B.), et leur premier enfant qui est né à l'Île.

Dianna travaille sur la ferme, et son conjoint, qui n'y connaissait rien du tout, vient tout juste de suivre une formation portant sur la gestion de troupeau.

La ferme RedView est véritablement un projet familial. «Je suis un ardent défenseur de la ferme familiale et cette ferme va permettre à notre famille de bien vivre. Nous sommes très bien situés, le paysage est magnifique et c'est vrai que ça ressemble à la Bretagne. Et puis, le rythme de vie ici est beaucoup plus lent. On apprend à être moins pressés», dit le chef du clan Rémond.

Au Manitoba, le troupeau laitier des Rémond était 100 % Jersey, les vaches préférées d'Alain. «Elles sont petites, elles sont jolies et affectueuses. En plus, ce sont les vaches que nous avions sur la ferme lorsque je vivais en France. Elles donnent un lait magnifique, riche et bon au goût. Ici, le troupeau de base est Holstein, mais j'ai acheté 12 génisses Jersey qui devraient commencer à donner du lait d'ici un an. Je prévois agrandir l'étable pour les ajouter aux vaches existantes».

Janna et Alain Rémond vivent à l'Île depuis quelques mois seulement. Janna trouve que l'intégration se fait plus lentement que lors des déménagements précédents. «Auparavant, les enfants étaient avec nous et par l'entremise de l'école, nous rencontrions tout de suite beaucoup de gens. Ici, c'est différent», dit la dame en suivant sa recette de poulet à la marocaine, et en ajoutant les uns après les autres les ingrédients d'une longue liste.

Le «clan» Rémond a non seulement empêché le démantèlement éventuel d'une ferme laitière, mais il a aussi augmenté la population insulaire de cinq personnes, qui sont intéressées à contribuer à leur nouvelle communauté, comme ils l'ont fait ailleurs dans le passé.



Dans sa maison de Irishtown, Alain Rémond a quatre horloges réglées sur les heures de la France, de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique

600 emplois à prendre en tourisme

L'Association de l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard a tenu le samedi 11 mars son salon d'emploi en tourisme annuel. Plus de 600 emplois (642 selon la liste officielle) étaient à prendre cette journée-là et d'ici le début de la saison touristique.

Les principaux employeurs saisonniers sont sans surprise, le Maritime Fun Group qui a 100 postes à combler d'ici les beaux jours. L'autre employeur majeur est le gouvernement provincial, pour ses terrains de golf, ses centres d'information touristique et ses parcs provinciaux, pour un total de 100 emplois.

Sauf pour cette dernière catégorie, tous les autres emplois sont dans l'entreprise privée, surtout dans la restauration et l'accueil. La chaîne d'hôtels Rodd a besoin de 50 employés, le restaurant RAZZY recherche 30 personnes, et le New Glasgow Lobster Supper recherche une vingtaine de personnes.

Le Fisherman's Wharf, de Rustico Nord, a un personnel d'au moins 100 personnes. Lors du salon d'emploi, les nouveaux propriétaires ont avoué rechercher plusieurs dizaines d'employés.



Emily Gallant et Jennifer Cameron ont recueilli les curriculum vitae lors du salon d'emploi de TIAPEI.

Amy et Forbes MacPherson sont les nouveaux propriétaires de Fisherman's Wharf.



«Nous avons conclu l'achat en novembre 2016, donc nous nous préparons pour notre première saison. Nous avons besoin de personnel pour la cuisine, pour la salle à manger, pour le bar, pour l'accueil et le service aux tables. Aujourd'hui, nous avons collecté bon nombre de curriculum vitae et nous allons communiquer avec ceux qui nous semblent intéressants pour fixer des entrevues d'emplois. Tous les emplois sont comblés au moyen d'une entrevue», a expliqué Amy MacPherson. Elle et son mari, Forbes, sont les nouveaux propriétaires de l'entreprise culte de

la côte nord de l'Î.-P.-É.

«Je sais que nous allons sans doute embaucher des jeunes sans expérience. Du moment qu'ils peuvent apprendre, nous offrons une période de rodage à la fin du mois de mai, pour les nouveaux employés. Et nous allons ouvrir pour la fête des Mères, au mois de mai»,

ont précisé les nouveaux propriétaires.

Du côté de Coastal Culture, depuis 2001 à l'Île, et du plus récent «Cool-as-a-Moose», arrivé à l'Île il y a deux ans, les gestionnaires recherchent 15 personnes, surtout dans la vente, mais on recherche aussi un gérant à longueur d'année. «Nous avons cinq sites à l'Île-du-Prince-Édouard, et l'entreprise grandit constamment. Nous collectons les curriculum vitae et nous espérons trouver les employés dont nous avons besoin», ont indiqué Emily Gallant et Jennifer Cameron, qui tenaient le kiosque de recrutement le 11 mars dernier au Delta.

L'industrie touristique est vitale à l'économie de l'Île. Elle procure l'équivalent de 7741 emplois à temps plein et rapporte 400 millions de dollars à l'économie insulaire, pour 6,4 % du produit intérieur brut, le plus haut % de toutes les provinces canadiennes.

Mentionnons qu'il y aura un salon de l'emploi concentré sur les besoins en cuisine le 30 mars au Charlottetown Inn & Conference Centre et un salon de l'emploi en tourisme le 22 avril, à Stanley Bridge.

Parité dans les métiers dans 45 ans!

Le 31 mars prochain, environ 20 femmes vont recevoir leur certificat d'achèvement du programme Trade HERizon, du Women's Network. Comme celles qui les ont précédées dans le programme, offert depuis 2010, ces femmes ont appris à mieux se connaître et surtout, elles ont exploré des horizons professionnels qui leur étaient inconnus.

«Un parcours typique d'une femme qui entreprend Trade HERizon pourrait se résumer ainsi. Elle s'inscrit sans avoir beaucoup d'attente. Elle se découvre, elle décide de quitter une relation abusive, elle se retrouve à Anderson House avec ses enfants, elle complète le programme, elle décide de s'inscrire au collège dans un métier et trois ans plus tard, elle obtient son sceau rouge. Et un tel parcours n'est pas l'exception», assure Michelle Blanchard, qui travaille pour le Women's Network depuis plusieurs mois.

Les femmes ont besoin d'appui pour se sortir de la pauvreté et le



Michelle Blanchard

programme Trade HERizon leur offre une bonne partie de l'appui dont elles ont besoin pour accéder à des emplois mieux payés et plus valorisés.

«C'est un fait qu'un soudeur est mieux payé qu'une coiffeuse et qu'un électricien est mieux payé qu'une esthéticienne. Et les femmes sont aussi capables que les hommes de faire ces métiers. Pour elles, ac-

céder à des emplois mieux payés peut signifier sortir de la pauvreté, et offrir, à ces femmes et à leurs enfants, une vie normale», a indiqué Michelle Blanchard.

En 2009-2010, les femmes composaient à peine un demi de 1 % (0,5 %) de la main d'œuvre dans les métiers. Moins de 10 ans plus tard, elles constituent 5,4 % de la main-d'œuvre.

«Ce n'est pas idéal, évidemment, et nous avons encore beaucoup de travail à faire, mais c'est un progrès indéniable. En 2009, au rythme où allaient les choses, il nous aurait fallu 276 ans pour atteindre la parité dans les métiers. Huit ans plus tard, avec les nouvelles statistiques, on calcule que si la tendance se maintient, la parité sera atteinte dans 45 ans. C'est tout un bond que nous avons fait», se réjouit Michelle Blanchard.

Dans son travail, Michelle Blanchard travaille de près avec environ 12 compagnies, certaines de 10 employés et d'autres de 100 employés,

afin de les aider à réduire les barrières de l'emploi des femmes. «Ça peut être aussi simple que d'avoir des salles de toilette propres et proches. Dans certains milieux, les salles de toilette des hommes sont tout près de leur station de travail tandis que celles des femmes se situent dans l'espace bureau. Pour les femmes qui travaillent parmi les hommes, ça ne convient pas. Sur les chantiers de construction, c'est aussi un problème» rappelle Michelle Blanchard.

Holland College est un partenaire très important du Women's Network, surtout pour la livraison du programme Trade HERizon. Le résultat de ce partenariat se traduit par une augmentation du nombre de femmes inscrites dans les programmes. La charpenterie patrimoniale est particulièrement populaire chez les femmes, qui composent environ 40 % de la cohorte 2016-2017. L'une de ces étudiantes est Jenna MacNeill, qui a fait le programme Trade HERizon en 2016.

BioTalents formés à l'étranger

Cette année, le Canada accueillera près de 300 000 immigrants. Parmi ces immigrants, certains sont des professionnels formés à l'étranger (PFE) possédant les compétences et les connaissances nécessaires pour contribuer à la bioéconomie du pays.

Cependant, ils se heurtent souvent à des obstacles à l'emploi, comme un accès restreint à du travail dans leur propre domaine de compétence et un manque d'expérience de travail au Canada.

Les entreprises de biotechnologie ont besoin de professionnels talentueux pour continuer d'innover et atteindre leurs objectifs commerciaux.

Pour tenter de trouver des solutions, BioTalent Canada vient juste de publier un rapport intitulé «Ouvrir la voie : Faciliter le parcours de carrière des nouveaux arrivants dans la bioéconomie canadienne».

La PEI BioAlliance est un des organismes qui a commandité la production de ce rapport. La directrice des ressources humaines à PEI BioAlliance, Vivian Beer, travaille de près avec l'Association des nouveaux arrivants au Canada de l'Île-du-Prince-Édouard, afin de trouver des façons de mieux intégrer les professionnels formés à l'étranger dans des emplois qui

correspondent à leur formation et expériences préalables.

«Le programme de reconnaissance des biocompétences de BioTalent Canada a été mis sur pied seulement en juillet 2016 et nous pensons que cela va aider les nouveaux arrivants à trouver des emplois en bioéconomie. Nous le souhaitons du moins, car le secteur est en croissance constante», a indiqué Vivian Beer.

Obtenir le statut BioFin prêt^{MC}

BioTalent Canada a lancé le Programme de reconnaissance des biocompétences dans le but d'aider les chercheurs d'emploi à faire valider leurs titres de compétences, de manière à ce qu'ils soient mieux armés pour trouver du travail dans leurs domaines d'expertise. Les professionnels formés à l'étranger (PFE) qui s'inscrivent à ce programme sont guidés tout au long du processus de création d'un portfolio de compétences et ont la possibilité de transposer les compétences acquises lors d'emplois antérieurs dans un secteur autre que la biotechnologie (médecine, pharmacie, soins infirmiers, etc.) en compétences applicables à la bioéconomie canadienne.

De juillet 2016 à février 2017, le



Vivian Beer
de PEI BioAlliance.

Programme de reconnaissance des biocompétences a permis de désigner 256 PFE BioFin prêts (environ sept ici même à l'Île-du-Prince-Édouard durant la même période).

Obtenir le statut BioFin prêt ne suffit pas à niveler tous les obstacles. L'engagement des employeurs est nécessaire pour que le statut BioFin prêt se transforme en un emploi réel.

À la PEI BioAlliance, on considère que le programme de reconnaissance des biocompétences est un outil parmi tant d'autres à ex-



Le rapport, disponible en français ainsi qu'en anglais, est disponible à l'adresse www.biotalent.ca/fr/OuvrirLaVoie

exploiter pour recruter avec succès et pour connaître du succès dans sa recherche d'emploi.

«Personnellement, j'aime lorsque les candidats montrent qu'ils ont de l'ambition, en participant à une ou plusieurs de nos initiatives de mise en contact des employeurs et des chercheurs d'emplois. Par exemple, chaque année, en mars, nous faisons notre tournoi de curling. Nous lançons l'invitation aux employés en biosciences, aux chefs d'entreprise ainsi qu'aux chercheurs d'emplois de s'inscrire. Les équipes sont formées au hasard et dans ce cadre informel, la facilité d'une personne à travailler en équipe pour atteindre des objectifs, à s'adapter et à établir des stratégies se dévoile. C'est très intéressant. En plus, ça permet de casser le mythe que le monde des sciences est froid et asocial», a ajouté Vivian Beer.

Les biosciences à l'Î.-P.-É.

- En ce mois de mars 2017, il y a, à l'Île-du-Prince-Édouard, 52 compagnies qui oeuvrent dans les biosciences et elles emploient 1 530 personnes.
- En moyenne, le taux de rétention des employés est de 94 %. Dans son sondage auprès des compagnies, Vivian Beer demande toujours combien de personnes ont quitté leur emploi et combien de ces personnes ont aussi quitté l'Île. Très peu quittent l'Île.
- La plupart des nouveaux employés (80 %) viennent du Canada atlantique. Les autres viennent d'ailleurs au Canada et de l'international.

PERCÉ recrute



RDÉE Î.-P.-É. a profité des nombreux salons de l'emploi qui se sont produits au mois de mars pour recruter des participants au programme de stage rémunéré PERCÉ, qui connaît un vif succès. «Nous recherchons surtout des participants bilingues, ou qui ont du moins une connaissance du français», a indiqué Stéphane Blanchard, de RDÉE Î.-P.-É. au candidat Okey Ofojebe, natif du Nigéria. www.rdeeipe.net/ pour en savoir plus. La date limite est le 31 mars.

La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella, Summerside, Î.-P.-É. C1N 6M9

Tél. : (902) 436-6005 Téléc. : (902) 888-3976

marcia.enman@lavoixacadienne.com

La publication est disponible en ligne au

www.lavoixacadienne.com et au

www.employmentjourney.com

• RESPONSABLE DE LA PUBLICATION :
MARCIA ENMAN

• JOURNALISTE : JACINTHE LAFOREST

• RESPONSABLES DE LA MISE EN PAGE :
JACINTHE LAFOREST ET ALEXANDRE ROY

• IMPRESSION : TRANSCONTINENTAL

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard.